

TRAITÉ D'AMSTERDAM

OBJECTIFS ET SIGNATURE

Le Traité d'Amsterdam, signé le 2 octobre 1997, est entré en vigueur le 1^{er} mai 1999.

Ce texte définit plus précisément les pouvoirs concédés par les États membres de l'Union Européenne aux institutions communautaires. Dans la continuité du Traité de Maastricht, il renforce l'efficacité de ces institutions en vue des élargissements futurs de l'Union Européenne. Les quatre acteurs institutionnels majeurs que sont le Conseil de l'Union Européenne, le Parlement Européen, la Commission Européenne et la Cour de Justice des Communautés Européennes (CJCE) deviennent compétents pour les dossiers touchant à la libre circulation des personnes, à la police, à l'emploi...

Le Traité d'Amsterdam consacre également les principes de liberté, de démocratie, de respect des droits de l'homme, au sein de l'Union et propose notamment la mise en place d'un espace communautaire de liberté, de sécurité et de justice.

Il pose le principe des coopérations renforcées qui permettent aux pays qui le souhaitent d'avancer plus vite. Il élargit enfin la liste des droits, dont il garantit le respect dans tous les pays de l'Union Européenne, consolidant ainsi la dimension sociale de celle-ci.

RENFORCEMENT DES PRINCIPES SOCIAUX

Ajout de droits sociaux fondamentaux

Le traité d'Amsterdam complète la liste des principes sociaux de base reconnus au sein de l'Union Européenne :

- l'égalité hommes/femmes et plus généralement les principes de non-discrimination ;
- la garantie des droits sociaux, notamment :
 - le respect de la réglementation du travail,
 - la lutte contre l'exclusion,
- un niveau élevé de l'emploi, en prévoyant notamment une meilleure coordination des politiques nationales de lutte contre le chômage, par la création de mécanismes communautaires de comparaison, d'évaluation, de lignes directrices adoptées en commun, et par la possibilité de financement de mesures incitatives à l'emploi par des fonds européens ;
- le respect de l'environnement ;
- la santé des consommateurs, en influant une réglementation communautaire de protection relative aux produits sanguins et aux substances d'origine humaine ;
- etc.

Sanctions possibles

Le Traité d'Amsterdam tend à garantir le respect de ces principes sociaux fondamentaux. Ainsi, les institutions européennes sont désormais habilitées à prendre des sanctions contre un État membre en cas de non-respect des principes démocratiques et des droits de l'homme.

En outre, les instances communautaires peuvent également adopter des mesures pour combattre toute discrimination fondée sur le sexe, la race, la religion, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Coordination des politiques nationales

En matière d'emploi

Dans la continuité du Traité de Maastricht, le Traité d'Amsterdam définit un cadre pour une coordination des politiques de l'emploi des États membres : les institutions communautaires sont habilitées à adopter des lignes directrices et à prendre des mesures d'encouragement applicables dans tous les États membres.

☞ À l'occasion du Traité d'Amsterdam, la Grande-Bretagne renonce à la dérogation dont elle disposait depuis la signature du traité de Maastricht.

En matière de libre circulation des personnes, droit d'asile et immigration

Par le Traité d'Amsterdam, la Communauté Européenne, en tant qu'instrument de la politique sociale commune, reçoit en particulier compétence pour prendre des mesures concernant la libre circulation des personnes, le droit d'asile et l'immigration.

Ainsi, durant les 5 années suivant l'entrée en vigueur du traité, des mesures sont décidées à l'unanimité. Puis, au terme de cette période de 5 ans, les États membres peuvent décider que les mesures sont prises à la majorité qualifiée et soumises à l'accord du Parlement Européen.

☞ Ces dispositions ne concernent ni la Grande-Bretagne, ni l'Irlande, ni le Danemark.

Intégration des accords de Schengen dans la politique sociale commune

Les accords de Schengen, qui prévoient la suppression des contrôles aux frontières entre les États participants et le renforcement des contrôles aux frontières avec les autres pays, ainsi qu'une coopération policière entre 10 pays sont intégrés dans le Traité et s'appliquent donc à tous les pays de l'Union Européenne, avec des conditions particulières pour le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark. Le Royaume-Uni ayant définitivement quitté l'Union Européenne a signé un accord de commerce et de coopération avec l'Union qui régit l'entrée et le séjour des ressortissants européens et les pays européens.

Le processus de suppression effective des contrôles aux frontières internes a en effet été lancé depuis 1995, sous réserve de certaines situations particulières : la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Irlande bénéficient ainsi d'un statut particulier. La Grande-Bretagne n'est plus concernée par la politique du contrôle des frontières internes de l'Union Européenne car après son départ définitif, elle est devenue un pays tiers à l'Union.

Le contrôle de l'immigration, les visas, le droit d'asile, la coopération judiciaire en matière civile relèvent désormais de décisions communautaires.

Les pays renforcent dans un cadre intergouvernemental leurs actions de lutte contre le terrorisme, le crime organisé, la pédophilie, le commerce de drogue et d'armes, la fraude et la corruption.

Le SIS (Système d'Information Schengen) a été mis en place pour veiller à ce que la liberté de circulation ne s'accompagne pas d'une moindre sécurité. Ce système très perfectionné permet des échanges d'informations sur les personnes signalées en matière d'immigration par exemple.

Notons que depuis 2004, date de l'élargissement à l'Est, l'espace Schengen est devenu plus complexe à gérer du fait que les administrations policières et douanières des nouveaux entrants sont pour l'instant moins efficaces que celles des États d'origine. Des sommes importantes ont été dédiées par le budget communautaire à la sécurisation des frontières, de l'ordre de 336 millions d'euros pour la seule année 2005.

Ainsi, les frontières nationales antérieures à l'élargissement sont maintenues, l'élargissement du 1^{er} mai 2004 a en fait conduit à la mise en place d'une double frontière : une intégration à part entière dans le régime Schengen n'aura lieu au plus tôt qu'en 2007 et les points de contrôle de frontière entre les anciens et les nouveaux membres seront maintenus jusqu'à cette échéance.

PAYS PARTIE À L'ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

LISTE ACTUELLE DES PAYS DE L'EEE (AVEC DATE DE RATTACHEMENT)

ESPACE ÉCONOMIQUE EUROPÉEN

UE	Allemagne	1957 + RDA en 1990	→	EEE Accord de coordination Règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004
	Autriche	1995		
	Belgique	1957		
	Chypre	2004		
	Croatie	2013		
	Danemark	1973		
	Espagne	1986		
	Estonie	2004		
	Finlande	1995		
	France	1957		
	Grèce	1981		
	Hongrie	2004		
	Irlande	1973		
	Italie	1957		
	Lettonie	2004		
	Lituanie	2004		
	Luxembourg	1957		
	Malte	2004		
	Pays-Bas	1957		
	Pologne	2004		
	Portugal	1986		
	République Tchèque	2004		
	Roumanie	2007		
	Slovaquie	2004		
	Slovénie	2004		
	Suède	1995		
AELE	Islande	1993	→	EEE Accord de coordination Règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004
	Norvège	1993		
	Liechtenstein	1993		

+ la Suisse suite à un accord du 21 juin 1999, entré en vigueur le 1^{er} juin 2002. Par ailleurs, depuis le 1^{er} avril 2012, les règlements communautaires n° 883/2004 et n° 987/2009 sont applicables entre la Suisse et les États membres de l'Union Européenne.

En revanche, l'accord relatif à l'AELE n'a pas encore été modifié pour intégrer les nouveaux règlements communautaires et permettre leur application entre la Suisse et les autres États du traité, à savoir l'Islande, la Norvège et le Liechtenstein.

L'Union Européenne compte donc 28 États membres avec l'adhésion de la Croatie, le 1^{er} juillet 2013.

Néanmoins, les règlements (CE) n° 883/2004 et (CE) n° 987/2009 ne sont pas applicables dans le cadre des relations entre la République de Croatie et la Confédération Suisse d'une part, et les États de l'AELE (Islande, Liechtenstein et Norvège) d'autre part.

La Serbie a obtenu le statut de pays candidat à l'Union européenne en mars 2012. Le 22 avril 2013 la Commission européenne s'est déclarée favorable à l'ouverture de négociations d'adhésion.

Dans cette attente, un accord de stabilisation et d'association a été conclu le 1^{er} septembre entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Serbie, d'autre part et la Commission a rendu une décision le 22 juillet 2013, destinée à accompagner la mise en œuvre de l'accord. En vue de favoriser la circulation des travailleurs, est posé le principe de non discrimination en ce qui concerne les conditions de travail, de rémunération et de licenciement pour les travailleurs serbes légalement employés sur un territoire communautaire. Par ailleurs, il est demandé aux États membres de préserver et si possible d'améliorer les conditions d'accès à l'emploi des travailleurs serbes en vertu d'accords bilatéraux. Enfin, l'article 51 de l'accord charge le conseil de stabilisation et d'association d'adopter des dispositions afin d'établir une coordination des régimes de sécurité sociale.

Décision du conseil et de la commission JOUE L. 278 du 18 octobre 2013

Texte de l'accord JOUE L. 278 du 18 octobre 2013

Depuis, le Parlement européen a adopté, le 11 mars 2015 le rapport de suivi concernant l'intégration de la Serbie.

JOUE C 316 du 30 août 2016

Dans le même esprit, le Parlement européen adopte, à la même date, le rapport de suivi concernant l'ancienne République yougoslave de Macédoine en vue de son adhésion à l'Union européenne, étant donné qu'elle est candidate depuis neuf ans et le pays le plus avancé en termes d'alignement avec l'acquis communautaire. Il en est de même pour le Kosovo.

JOUE C 316 du 30 août 2016

En parallèle, le Parlement européen adopte aussi le 30 avril 2015 le rapport de suivi 2014 relatif à la Bosnie-Herzégovine, suite à l'accord de stabilisation et d'association conclu le 16 juin 2008 entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Bosnie-Herzégovine, d'autre part, et ratifié par tous les États membres.

JOUE C 346 du 21 septembre 2016

Enfin, il en a été également de même, le 30 mars 2015 pour le Monténégro suite à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Monténégro, d'autre part.

JOUE C 316 du 30 août 2016

EXEMPLES DE CALCUL

EXEMPLE 1

Soit un assuré de nationalité luxembourgeoise né en avril 1959. Il est âgé de **62** ans en 2021 (l'âge minimum légal) au moment de la liquidation de sa pension de retraite qu'il souhaite prendre en France. Son relevé de carrière indique :

- activité en France au régime général de 1978 à 2002 = 96 trimestres ;
- activité au Luxembourg : de 2003 à 2021 = 72 trimestres.

Pension nationale

SAMB

Ce sont les salaires revalorisés des **25** meilleures années.

Taux de pension

L'âge pour percevoir une retraite à taux plein selon la législation en vigueur est de **67** ans.

Age	Durée d'assurance carrière
$\frac{67 \text{ ans} - 62 \text{ ans}}{5 \times 4 = 20 \text{ trimestres}}$	$\frac{167 \text{ trimestres} - 92 \text{ trimestres}}{71 \text{ trimestres}}$
	Luxembourg : 72 trimestres

Âge Durée d'assurance carrière

Il manque 20 trimestres à ce salarié de bénéficier d'une retraite à taux plein. Il sera appliqué une décote à la pension de ce salarié. Afin de déterminer cette décote, il sera appliqué un coefficient minorant ces 20 trimestres manquants.

En fonction de sa date de naissance le coefficient est de 0,625 % par trimestre.

Taux de pension = 50 % (taux plein) – 0,625% x 20 = = 37,50 %.

Soit $SAMB \times 37,50\% \times \frac{96}{167}$

Pension communautaire

Pension théorique - SAMB

Il s'agit des salaires revalorisés des 25 meilleures années.

Taux de pension

Taux de pension : taux plein.

Durée d'assurance carrière de 168 trimestres au régime général trimestres au Luxembourg (96 + 72).

Soit $SAMB \times 50\% \times \frac{167}{167}$

Pension au prorata

$$\text{Pension théorique} \times \frac{96}{167}$$

Limitation à 167 trimestres

Article 56 - Règlement CE n° 883/2004

Comparaison

La pension communautaire plus élevée que la pension nationale sera servie.

EXEMPLE 2

Soit un assuré âgé de 62 ans en avril en 2021, de nationalité française.

Activité en France = 88 trimestres de 1979 à 2001.

Au Luxembourg = 84 trimestres de 2001 à 2021.

Pension nationale**SAMB**

Il s'agit des salaires revalorisés des **25** meilleures années.

Taux de pension

Durée d'assurance carrière : 88

Soit taux de pension : 37,50 %

$$\text{Soit SAMB} \times 37,50 \% \times \frac{88}{167}$$

Pension**SAMB**

$$\text{Soit SAMB} \times 37,50 \% \times \frac{88}{167}$$

Pension**SAMB**

Il s'agit des salaires revalorisés des **25** meilleures années.

Taux de pension : 50 %

$$\text{Soit SAMB} \times 50 \% \times \frac{167}{167}$$

Pension au prorata

$$\text{Pension théorique} \times \frac{88}{167}$$

Comparaison

La pension communautaire plus élevée que la pension nationale sera servie.

EXEMPLE 3

Soit un assuré né en 1959, de nationalité luxembourgeoise.

Activité en France :

- régime général : 2010 à 2019 = 36 trimestres.
- assurance volontaire de 1989 à 2000 = 44 trimestres.

Activité au Luxembourg :

- de 1979 à 1982 = 12 trimestres.
- de 1983 à 2009 = 104 trimestres.

Pension nationale

SAMB

Il s'agit des **25** meilleures années de 1979 à 2019

Assurance volontaire incluse

Taux de pension : 37,50 % (à 62 ans).

Durée d'assurance : (36 + 44).

Soit SAMB x **37,50** % x $\frac{80}{167}$

Pension communautaire

Pension théorique

SAMB

De 1989 à 2009.

L'assurance volontaire qui se superpose à l'assurance obligatoire au Luxembourg est négligée.

Taux de pension

Durée d'assurance carrière : 36 + 12 + 104 = 152 trimestres.

Taux de pension : 50 %.

Durée d'assurance : 152 trimestres.

Soit SAMB x **42** % x $\frac{152}{167}$

Pension au prorata

Pension théorique x $\frac{36}{167}$

MAJORATION ASSURANCE VOLONTAIRE

SAMB

Il s'agit des **25** meilleures années de 1989 à 2000, comme pour le calcul de la pension nationale.

Taux : 50 %.

Durée : 44 trimestres.

Soit $SAMB \times 50 \% \times \frac{44}{167}$


Il y a comparaison entre la pension nationale et la pension proratisée + majoration.

Le montant le plus avantageux est servi.

DÉMARCHES NÉCESSAIRES POUR BÉNÉFICIER DES PRESTATIONS CHÔMAGE

RETOUR EN FRANCE APRÈS LA PERTE DE L'EMPLOI

Examen de la situation au regard du chômage par le pays où le salarié fait valoir ses droits, en l'occurrence la France

 *Les droits sont différents selon que le salarié, après son retour et avant de s'inscrire comme demandeur d'emploi en France, y a travaillé ou non.*

Cette distinction ne concerne pas les travailleurs frontaliers. En effet, ils bénéficient de droits identiques à ceux de personnes ayant exercé leur activité en France, qu'ils aient ou non repris une activité dans ce pays. L'allocation est calculée à partir des salaires perçus dans l'État où la personne exerçait son emploi.

Si la personne n'a pas retravaillé en France

Dans ce cas, seule une allocation forfaitaire, l'allocation d'insertion, peut être versée. Cette allocation peut également être servie si la personne n'a pas cotisé pour le chômage.

Pour connaître les conditions d'attribution, de durée et le montant de cette allocation, il y a lieu de consulter la circulaire UNEDIC n° 2019-12 - 1^{er} novembre 2019 et la Notice Fiche novembre 2019.

Si la personne a retravaillé en France

Elle peut bénéficier de droits identiques à ceux de personnes ayant exercé leur activité uniquement en France. Les périodes de travail indiquées sur le formulaire E301 sont prises en compte par Pôle Emploi.

Pour connaître plus précisément les conditions d'ouverture de droits, de durée et de paiement des allocations, il y a lieu de consulter circulaire UNEDIC n° 2019-12 - 1^{er} novembre 2019 et la Notice Fiche novembre 2019.

Particularité au niveau des salaires retenus pour le calcul de l'allocation

Si la personne a travaillé 4 semaines ou plus en France, le calcul des allocations de chômage s'effectue sur la base des salaires perçus en France.

Sinon il est tenu compte de l'emploi exercé à l'étranger mais le salaire retenu s'effectue sur la base d'un salaire d'équivalence, c'est-à-dire qui correspondrait à un emploi similaire occupé en France.

Ce salaire est déterminé par le directeur départemental du travail et de l'emploi qui donne toutes les indications utiles à Pôle Emploi.

Avant le retour en France

Impérativement, avant le retour en France, le salarié doit faire remplir l'imprimé E301 par le service public compétent du pays où il a travaillé et le joindre à son dossier Pôle Emploi.

LA SPÉCIFICITÉ DES SALAIRES FRONTALIERS

En application du règlement 1408/71, les travailleurs frontaliers bénéficiaient en cas de chômage total de l'indemnisation du seul État de résidence où ils étaient tenus de se mettre à titre exclusif à la disposition des services de l'emploi.

Si le règlement 883/2004 reprend les mêmes dispositions, il ajoute qu'une personne en chômage complet peut, à titre complémentaire, se mettre à la disposition des services de l'emploi de l'État membre où elle a exercé sa dernière activité professionnelle, nécessitant alors le respect des dispositions de la législation de cet État.

Dans ce cas, les prestations continuent à être versées par l'institution du lieu de résidence et elles sont remboursées, dans la limite de trois mois, par l'institution où le dernier emploi a été exercé. Ce système de remboursement s'applique à la Croatie à compter du 1^{er} juillet 2013.

Compte tenu de l'enjeu de cette possibilité pour le Luxembourg, grand utilisateur de main d'œuvre frontalière, le gouvernement a obtenu un différé d'application de deux ans, soit au plus tard au 1^{er} mai 2012.

Article 87 du règlement 883/2004

Par ailleurs, le nouvel article 65 bis inséré dans le règlement (CE) n° 883/2004 prévoit pour le travailleur frontalier qui a accompli en dernier lieu des périodes d'activité non salariée reconnues permettant d'obtenir des prestations de chômage de la part de l'État compétent, alors que dans l'État de résidence les travailleurs non salariés ne sont pas couverts pour le risque chômage, d'obtenir des prestations de chômage de l'État compétent en s'inscrivant comme demandeur d'emploi dans cet État et en respectant les conditions fixées par la législation de cet État. A titre complémentaire, l'intéressé peut également se rendre disponible auprès des services de l'emploi de son État de résidence. Applicable à l'ensemble des États membres depuis le 21 juin 2012, ces dispositions ont été étendues à l'Islande, le Liechtenstein et la Norvège depuis le 2 février 2013.

La commission administrative pour la coordination des systèmes de sécurité sociale effectuera avant le 29 juin 2014 une évaluation de la mise en œuvre de ces dispositions en matière de chômage et elle présentera un rapport sur leur application. Sur la base de ce rapport la Commission européenne pourrait, le cas échéant, présenter de nouvelles propositions en la matière

Le règlement (UE) n° 465/2012 du Parlement européen et du Conseil du 22 mai 2012 (JOUE n° L. 149 du 8 juin 2012)

SALARIÉ RESTANT DANS LE PAYS OÙ IL A EXERCÉ UNE ACTIVITÉ

La situation au regard du chômage est examinée par le pays où le salarié fait valoir ses droits comme demandeur d'emploi.

Cas particulier

Si en cours d'indemnisation, la personne décide de revenir en France, elle peut continuer à percevoir les allocations de chômage durant 3 mois maximum.

Les indications portées sur le formulaire U2 permettent à Pôle emploi de poursuivre l'indemnisation à la condition que l'inscription comme demandeur d'emploi en France soit faite dans les 7 jours qui suivent la date de la radiation par l'institution de chômage compétente du pays quitté.

Avant le retour en France, il y a lieu de faire remplir l'imprimé U2 par l'organisme étranger qui verse les allocations de chômage et le joindre au dossier «Pôle emploi».

ALLOCATIONS DE CHÔMAGE PERÇUES EN FRANCE ET DÉPART POUR CHERCHER DU TRAVAIL DANS UN AUTRE PAYS EUROPÉEN

Les indications portées par Pôle Emploi sur le formulaire U2 permettent à l'institution étrangère de chômage de procéder à l'indemnisation.

Avant le départ de France, il y a lieu de faire remplir par Pôle Emploi l'imprimé U2 et de le remettre à l'organisme payeur étranger.

DÉMISSION DE L'EMPLOI EN FRANCE POUR SUIVRE LE CONJOINT* QUI A TROUVÉ DU TRAVAIL DANS UN PAYS EUROPÉEN

(* ou concubin ou partenaire lié par un PACS)

Indemnisation par l'institution de chômage du pays d'accueil

La personne démissionnaire peut être indemnisée pendant 3 mois maximum si avant son départ des droits ont été ouverts en France.

Pour se faire, il est nécessaire avant le départ de France :

- de s'inscrire comme demandeur d'emploi à Pôle Emploi ;
- de transmettre à cette dernière les pièces justificatives attestant de la qualité de conjoint et du motif professionnel à l'origine du transfert de résidence dans un autre État européen.

Avant le départ, faire remplir l'imprimé U2 à Pôle Emploi.

Si le départ a lieu directement sans ouverture des droits aux allocations de chômage, l'institution de chômage du pays d'accueil ne peut procéder à l'indemnisation.

Par contre, si un emploi est retrouvé dans ce pays, et qu'il ne peut être conservé, l'institution de chômage étrangère, lors de l'examen des droits, tiendra compte des périodes d'emploi exercées en France et qui sont indiquées sur l'imprimé U1.

Aussi avant le départ, il y a lieu de demander à la Directions Régionales des Entreprises, de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi (DIRECCTE) du lieu de l'entreprise quittée.

Pour être indemnisé en France, au retour :

- si un travail a été retrouvé dans le pays d'accueil, les droits sont identiques à ceux du «Retour en France après la perte de l'emploi» ;
- si le demandeur d'emploi s'est inscrit au Pôle emploi avant son départ, il peut exporter ses droits pour une durée de trois (3) mois. A ce titre, il faut qu'il transmette à l'organisme du pays d'accueil le formulaire U2 rempli par Pôle emploi et par voie de conséquence s'inscrire comme demandeur d'emploi dans les sept (7) jours s'il souhaite bénéficier la totalité du mois en cours. Et à son retour en France, il pourra bénéficier du reste de ses droits à condition, d'une part, de s'inscrire au Pôle emploi et d'autre part, si la période de déchéance équivalant à trois (3) ans + la durée des droits n'est pas effectivement dépassée ;
- si aucun travail n'a été retrouvé, des dispositions propres au régime d'assurance chômage français permettent de préserver les droits aux allocations de chômage, durant 4 ans.

Dans ce dernier cas, le retour et l'inscription comme demandeur d'emploi en France doivent impérativement intervenir dans les 4 ans suivant la fin des fonctions exercées en France.

Exemple

Le 31 mai 2021, Madame X a donné sa démission d'un emploi qu'elle occupait en France pour suivre son mari qui a trouvé du travail en Italie. Si Madame X veut se prévaloir de l'activité exercée en France et bénéficier des allocations versées par Pôle Emploi, son retour en France et son inscription comme demandeur d'emploi doivent intervenir au plus tard le 30 mai 2025.

Sur les conditions d'attribution, la durée et le paiement des allocations, il est possible de consulter : Fiche_Démission_novembre_2019

☞ Cette règle n'est pas applicable à l'épouse qui démissionne de son emploi pour suivre son conjoint qui effectue son service national dans un pays européen dans le cadre d'accords de coopération entre pays.

Le formulaire U1 est disponible à l'adresse suivante :

https://www.cleiss.fr/formulaires/portables/U1_fr.pdf